

DES LOGEMENTS SOCIAUX EN PÉRIODE D'AUSTÉRITÉ

par Hannu Ruonavaara

Quel que soit le type de logement social, il s'agit toujours d'une intervention d'un gouvernement local ou national dont l'objectif est de s'assurer que les citoyens les plus défavorisés puissent bénéficier d'un logement convenable. Pour ce faire, le gouvernement a généralement à sa disposition des budgets et des réglementations (prix, qualité, attribution, etc.). Entre la Deuxième Guerre mondiale et les années 1980, les logements sociaux constituaient l'un des principaux instruments pour pallier le manque d'habitations et faire face aux revendications grandissantes des citoyens pour un logement décent. Cette politique s'inscrivait alors dans une intervention croissante de l'État dans la protection sociale. Un virage à 180 degrés a été opéré avec l'émergence des idéologies et des politiques néolibérales.

Dans ce contexte, les politiques européennes du logement tendent elles aussi vers le désengagement. Les gouvernements n'interviennent plus véritablement sur les marchés de l'habitat, les aides financières à la construction et à la consommation des logements sont réduites au minimum, voire supprimées, et les marchés sont déréglementés. Le désengagement de la politique du logement a également des répercussions sur les politiques relatives aux logements sociaux. De nombreux pays réduisent leurs investissements dans leur construction, et le parc existant diminue en raison de rachats (la politique « Right to Buy » au Royaume-Uni) ou de la déréglementation (en Finlande, par exemple). Les règles de concurrence de

l'UE ont contraint le large secteur du logement social aux Pays-Bas à davantage cibler ses attributions. La Suède a quant à elle dû adopter des principes s'apparentant à des pratiques commerciales.

Dans le climat idéologique actuel, le logement social passe pour une politique archaïque, critiquée par les néolibéraux au motif qu'elle fausserait le marché et en marginaliserait les occupants. Il est vrai que les logements sociaux peuvent poser un certain nombre de problèmes. Plus le secteur est restreint, plus l'attribution des logements doit être ciblée. Si les populations pauvres sont concentrées dans ces types d'habitations, ces derniers peuvent être stigmatisés comme étant des « logements d'aide sociale ». S'ils sont à leur tour concentrés dans certains quartiers, ces derniers peuvent être confrontés à plus de difficultés et de problèmes sociaux. Par ailleurs, dans de nombreux pays, la majeure partie des plus anciens ont été produits en masse, présentent une architecture monotone et sont de qualité médiocre.

Devrions-nous dès lors exclure le logement social de nos politiques du logement ? La crise financière mondiale a mis en pause la croissance quasi universelle du taux de propriété du logement en Europe. Avec la relance des économies européennes, la demande de logements locatifs augmente à nouveau. Certains pays ont assisté à la résurrection des locations privées, qui étaient en déclin. Mais ce n'est que dans les rêves des économistes néolibéraux

qu'un marché locatif privé (déréglementé) peut être la solution pour des logements locatifs abordables. Nous avons besoin de cette solution, mais nous devons aussi réinventer le logement social, de sorte à éviter qu'il soit synonyme de ségrégation et de stigmatisation.

#Social La taille du parc locatif social varie beaucoup d'un pays à l'autre en Europe.
Hannu Ruonavaara
[@SociologyUTU](#)



> AUTEUR

Hannu Ruonavaara est docteur en sciences politiques et sociales, professeur de sociologie et chef du département d'études sociales de l'université de Turku en Finlande.